

Fin de l'euphorie pétrolière

François Hollande se rend aujourd'hui à Alger pour une visite d'Etat, alors que le pays entre dans une zone de turbulences économiques. P. 17

Il faut accueillir les réfugiés syriens

Le gouvernement français est interpellé par Amnesty International. Portraits de trois Syriens exilés en Jordanie. P. 26



Dominic Roudeu (détail)

Foot: que révèle la crise à la Fifa?

Didier Roustan, journaliste, fondateur de l'association Foot citoyen.
Pascal Boniface, directeur de l'Iris.
Benjamin Vandekerckhove, président du Spartak Lillois. P. 14

LUNDI 15 JUIN 2015 | N° 21690 | 1,70 € l'Humanité.fr

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

L'Humanité



« Citoyens! Réinventons la démocratie et les services publics »



Patrick Nusbaum

Guéret (Creuse), envoyée spéciale

« Nous, citoyens, usagers du service public, militants syndicaux, associatifs, politiques, élus, collectifs de la Convergence, coordonnons aujourd'hui un appel pour la défense, la reconquête, la réinven-

tion et le développement des services publics. » Regards d'or-

ganisateurs émus, applaudissements soutenus: hier midi, dans la mairie de la ville-préfecture de la Creuse, l'appel de Guéret a été lancé. Après un week-end de débats et de mobilisation, ce texte, socle commun de valeurs partagées, va servir de base de lancement pour les as-

sises des services publics

du XXI^e siècle qui se tiendront en 2016. L'appel rappelle l'essence

« des services publics, créateurs de richesses, au service de la satisfaction des besoins et des droits fondamentaux, de la redistribution des richesses produites et s'inscrivant clairement dans la transition écologique ». Et propose déjà des pistes

de réflexion pour un manifeste à enrichir et construire dans l'année, comme une véritable réforme fiscale, un contrôle public des banques et des organismes financiers pour assurer « les principes de solidarité, d'égalité de traitement (...), de continuité et d'égal accès, sur l'ensemble du territoire ».

Lire la suite de notre article page 4

Annonces légales et judiciaires en page 21.

L'événement

SERVICES PUBLICS

Un collectif unique en son genre lance l'appel de Guéret

Après un week-end intense de débats et de mobilisations, un texte fondateur va servir de base de lancement pour les assises des services publics du XXI^e siècle. Guéret a scellé la convergence entre partis politiques, syndicats et associations pour relancer les services publics.

Envoyée spéciale.

●●● Suite de la page une

Dès aujourd'hui, associations d'usagers-citoyens, élus et syndicats ont convenu de créer un rapport de forces durable, en appelant à monter des collectifs sur tout le territoire, sur la base de ce triptyque, pour contribuer aux luttes et développer des débats publics en s'adressant particulièrement aux jeunes, aux secteurs ruraux et périurbains violemment touchés par la casse des services publics.

Partager ses expertises pour être plus affûtés ensemble dans la riposte

Le défi lié à l'élaboration de la Convergence a été gagné ce week-end dans une ville en effervescence, où les ateliers et débats se sont multipliés en extérieur, dans la mairie, dans le cinéma local, réquisitionné pour l'occasion. Dans les stands des forces progressistes de gauche, des fédérations ou de syndicats locaux, des coordinations d'usagers-citoyens, surtout on a retrouvé cette volonté de partager ses expertises, de rassembler les points de vue pour être plus affûtés ensemble dans la riposte. « Il ne faut pas être corporatiste dans les luttes, mais les ouvrir encore plus largement aux usagers, aux politiques, aux salariés, a défendu Michel Antony, fondateur de la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité à Lure (Haute-Saône). Il faut défendre sa région sans esprit de clocher. En se battant pour un service public, il faut apprendre à se battre pour tous les services publics. »

Et pour montrer que ce rassemblement d'élus, d'usagers et de syndicats était une réalité, ces militants d'Orléans, Lille, Aubusson, du Finistère, de Dordogne, des Hautes-Alpes... ont arpenté deux heures durant les rues de Guéret derrière une ma-

riquette géante et des marguerites, symboles d'un service public que le gouvernement effeuille mais que tous aiment et défendent un peu, beaucoup, passionnément... « Au vu de la teneur des débats, de l'ambiance, de la diversité des personnes, pour nous et les élus de la Creuse, ce week-end est une réussite », s'est emballé Michel Jallamion, président de la Convergence nationale des services publics, organisateur de l'événement.

Résistants aux averses, les manifestants ont quasiment retrouvé l'élan du premier rassemblement de 2005 en approchant les 6 000 personnes.

Responsables politiques, syndicaux et de collectifs se sont même bousculés en haut des marches de la mairie pour la photo souvenir. « On voit bien, sur un sujet comme les services publics, que les convergences existent et qu'elles peuvent dégager une énergie capable de questionner les choix de société. Nous avons de quoi espérer, pour les prochaines semaines et les prochains mois, pour pousser plus loin ces convergences et trouver un écho fort lors des prochaines élections régionales », a assuré Olivier Dartigolles, le porte-parole du PCF. « En 2005, on a gagné, a repris Liêm Hoang-Ngoc, membre du club des Socialistes affligés. Il n'est jamais vain de se mobiliser. Le vrai débat est politique : les libéraux ne veulent pas voir émerger une alternative qui donnerait l'idée aux citoyens de contester l'Europe libérale. » Un avis partagé par l'eurodéputé libéral. « Un avis partagé par l'eurodéputé Front de gauche Jean-Luc Mélenchon : « On voit que le rêve d'organisation du territoire des néolibéraux a avancé. En regroupant les régions et en instituant les "mégapoles", voilà comment ils imaginent le territoire : des gens concentrés à un endroit et tout le

APPEL À LA MOBILISATION EN FRANCE ET EN EUROPE

Les participants au rendez-vous de Guéret, ce week-end, ont lancé un appel à investir la semaine de solidarité avec la Grèce du 20 au 26 juin, et veulent s'inscrire « dans toutes les mobilisations, territoriales et professionnelles, pour les services publics et la protection sociale, en France, en Europe et dans le monde, en 2015 ».

20

C'est le pourcentage de salariés de la fonction publique dans l'emploi total en France.



UNE VILLE EN EFFERVESCENCE : ÉLUS, USAGERS ET SYNDICALISTES ONT MARCHÉ UNIS, SAMEDI À GUÉRET. LES PHOTO PATRICK NUSSBAUM

reste dans le désert. La suppression des services publics, c'est une manière de rendre le pays invivable. »

« Les services publics ne coûtent pas, c'est un gain social »

Alors, pour stopper cette vague néfaste organisée par les pouvoirs publics, syndicats et collectifs étaient aussi en première ligne pour tenir la banderole « Services publics, notre bien commun ». « Il y a dix ans, nous étions déjà présents à Guéret, a revendiqué Marie-Laurence Bertrand, secrétaire confédérale CGT. Pour la CGT, le service public est fondamental. On s'inscrit dans la construction des services publics de demain en prenant en compte les enjeux de la société - l'environnement, la petite enfance, l'aide à l'autonomie -, en réfléchissant aux questions de formation concernant ces secteurs, la reconnaissance des métiers... Les services publics

ne coûtent pas, c'est un gain social. » Alors que le gouvernement parle de valeurs, de modèle social, « jamais les services publics ne sont évoqués ! s'est insurgée Bernadette Croison, secrétaire générale de la FSU. Or le modèle social et les valeurs républicaines n'existent pas sans les services publics. En ouvrant au secteur privé, on augmente les inégalités, sans garantie de qualité des services publics. Nous allons donc demander que le gouvernement ouvre une conférence sociale thématique sur les services publics avec les usagers, les employeurs (l'État, les collectivités, les élus), les personnels. » La convergence doit couvrir à tous les niveaux...

« Défendre les services publics, c'est défendre la cohésion sociale, la solidarité, a renchérit Évelyne Ngo, secrétaire nationale de Solidaires. La fracture sociale a un coût économique, social, écologique et politique, comme on le voit avec la montée du FN. Or on ne fait

RUPTURE

« Je suis venu manifester en tant que militant socialiste pour quelques heures encore. » **Albert Rameix**, ex-maire de Saint-Pierre-d'Eyraud (Creuse), qui veut rendre sa carte du PS.



LES ÉLÉMENTS SYMBOLISANT CE SERVICE PUBLIC QUE LE GOUVERNEMENT EFFEUILLE MAIS QUE TOUS DÉFENDENT.

que mesurer le coût de la dette publique pour enclencher une cure d'austérité libérale sur les services publics, sans envisager de véritable solution comme une réforme fiscale. »

« Sortir les services publics des griffes des marchés

Repenser le financement des services publics, leur gestion, le rôle et la définition de nouveaux acteurs : les pistes alternatives et constructives ne manquent pas pour relancer un secteur créateur de richesses. « Le service public est un moyen de préserver les gens de la crise, il dépasse la question locale : il peut être le socle pour une relance de la question européenne autour d'une autre gestion des ressources naturelles », assure Christian Nguyen, cheville ouvrière de l'organisation du rendez-vous de Guéret. « Il faut sortir les services publics des griffes des marchés, les adapter, ce ne sont pas des statuts figés :

ils ont évolué, comme on l'a vu avec les conventions entre les régions et la SNCF qui se sont soldées par le succès du renouveau du TER », a affirmé Didier Le Reste, de la Convergence nationale rall. La clé pour Bernard Defaix, ancien président fondateur de la Convergence nationale, est de démocratiser les services publics avec « l'usager citoyen qui ne serait pas traité en consommateur. La radiothérapie de Guéret a été sauvée parce qu'il y a eu une mobilisation convergente ».

Or, dès maintenant, cette convergence peut se matérialiser si tous se mobilisent, le 25 juin, avec les services médico-sociaux en novembre, pour commémorer les 70 ans de la Sécurité sociale et l'esprit des « Jours heureux », ou encore en décembre, pour prendre part à la COP21, car dans l'écologie aussi, le service public a un rôle important à jouer... »

KAREEN JANSELMÉ

La gauche anti-austérité en quête d'union élargie

EN DIRECT Dans la Creuse, Liêm Hoang-Ngoc officialise son départ du PS avec d'autres cadres. L'ex-eurodéputé a l'ambition de voir se lever un « Syriza à la française » aux côtés du Front de gauche et d'autres forces.

Envoyés spéciaux.

La manifestation de 2005 à Guéret en faveur des services publics était aussi la première de la campagne du non au référendum sur le traité constitutionnel européen, soutenu par la direction du PS de l'époque. Dix ans plus tard, c'est une autre ligne de partage que la manifestation de samedi a dessinée, celle du divorce d'avec les orientations gouvernementales, portées désormais par ce même François Hollande flanqué de Manuel Valls. Signe que les logiques d'austérité sont incompatibles avec l'attachement au service public, c'est lors du rassemblement creusois que l'ex-député européen PS Liêm Hoang-Ngoc a annoncé officiellement sa rupture avec son parti. « Je suis des socialistes qui rompent le rang. Si on veut sauver l'Europe, il faut suivre l'exemple espagnol et celui de Syriza. » D'ici quelques jours, Liêm Hoang-Ngoc devrait, avec plusieurs de ses camarades, « sortir du PS et demander à (ses) amis (du Front de gauche, des Verts et de Nouvelle Donne - NDLR) de s'entendre pour construire un Syriza à la française. Ce mouvement s'enclenche aujourd'hui dans la rue, à Guéret ».

« Ces socialistes ont compris qu'il est impossible d'agir en restant au PS »

« La bagarre à l'intérieur du PS a échoué, explique Liêm Hoang-Ngoc à l'Humanité. Le président de la République est en campagne et le parti est à son service pour appuyer sa politique. Continuer à servir de caution de gauche ne fera pas revenir nos électeurs. » L'ancien eurodéputé pense que sa démarche ne restera pas sans écho au PS : « Je note qu'Arnaud Montebourg a fait le choix de s'exprimer sans participer au congrès de Poitiers ; Pouria Amirshahi (député PS frondeur - NDLR) a lancé un appel à créer un mou-

vement en dehors du PS... » Depuis celui de Jean-Luc Mélenchon et de ses amis, en 2008, c'est le premier départ collectif du PS pour tenter de construire un rassemblement neuf à gauche. « Si des responsables du PS décident de franchir le Rubicon pour construire avec nous des convergences, cela va dans la bonne direction, réagit Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF. Le dépassement de la forme actuelle du Front de gauche n'est pas une question taboue : il a représenté quelque chose de très important, il a permis une énergie positive, mais il faut aller plus loin avec un élargissement du périmètre de rassemblement. » « Ces socialistes ont compris qu'il est impossible d'agir en restant au PS, juge de son côté Pierre Larrourou, fondateur de Nouvelle Donne et lui-même ex-socialiste. Il faut être capable d'inventer quelque chose de nouveau. » Du côté du Parti de gauche (PG), si l'on estime « positive » la décision de Liêm Hoang-Ngoc et des siens, on attend des « preuves » de la volonté de rassemblement de « l'autre gauche », incluant les écologistes et les socialistes en rupture : « Les élections régionales seront le juge de paix », estime Éric Coquerel, qui s'attend cependant à un nombre limité de militants quittant le PS avec Liêm Hoang-Ngoc. Pour le coordinateur du PG, l'essentiel est ailleurs, dans la construction d'un mouvement populaire doté d'une « assemblée représentative qui donne du pouvoir aux gens ».

« Il n'y a pas qu'au sommet du PS que ça bouge, réagit de son côté Marie-Pierre Vieu. Un mouvement de fond secoue sa base. Il faut créer un espace de débat avec les socialistes qui ne sont pas prêts à rejoindre le Front de gauche. » La responsable communiste souhaite que « ces forces puissent converger dès les régionales de décembre, pour ouvrir une voie aux élections de 2017 ».

SÉBASTIEN CRÉPEL
AVEC AURÉLIEN SOUCHEYRE

« S'IL VENAIT AUJOURD'HUI, HOLLANDE RECEVRAIT DES PIERRES »

Présent à la manifestation samedi à Guéret, Jean-Luc Mélenchon a résumé le sentiment des participants : « À notre surprise et à notre écoeurement, c'est encore pire qu'avant. Aucun d'entre nous n'aurait cru que François Hollande en serait capable. Le rêve d'organisation du territoire des néolibéraux a avancé. En regroupant les régions et en instituant les mégapoles - j'appelle ça comme ça -, voilà comment ils imaginent le territoire : les gens concentrés à un endroit et tout le reste dans le désert. La suppression des services publics est une manière de rendre le pays invivable. » Dix ans après avoir reçu des boules de neige, François Hollande « recevrait des pierres », a ironisé l'eurodéputé, qui a appelé à fédérer tous ceux, travailleurs ou usagers, qui « ont à connaître du service public ».

L'événement

DÉFENSE DU RAIL

Le chemin de fer refuse de se faire « macroniser »

Les principaux acteurs de la lutte contre la privatisation des transports ont plaidé à Guéret pour un service public renoué, dont le critère ne saurait être la rentabilité financière.

Envoyé spécial.

Deux rails de quelques mètres imitent une voie SNCF ; à leur extrémité, un panneau indique le terminus et la correspondance avec un minibus garé devant : bienvenue dans le monde de la loi Macron créé entre les chapiteaux de l'éphémère Village des services publics, épicentre du rendez-vous de Guéret, ce week-end. Dans la Creuse, c'est déjà une réalité : la liaison entre La Souterraine et la ville préfectorale du département se fait en cars, la plupart du temps, et cela pourrait empirer avec la suppression définitive de tout arrêt en gare à moins de 50 kilomètres sur la ligne Paris-Orléans-Limoges-Toulouse (Polt). « La réforme ferroviaire, qu'on nous a vendue comme la mère des réformes, ne concerne pas seulement les cheminots, elle met en cause tout le système, dénonce Jean-Michel Bodin, vice-président (PCF) aux transports, qui participait au débat très suivi, samedi, sur l'avenir du service public ferroviaire. Ils veulent boucler la boucle, contre les territoires, contre les usagers. Le dernier acte, c'est la volonté de supprimer des

trains d'équilibre du territoire (TER), de "nettoyer" ce qui n'est pas rentable et de remplacer les trains par des cars. Sarkozy en rêvait, Macron est en train de le faire... » Pour le reste des lignes dites rentables, « les opérateurs privés se positionnent » pour occuper ce nouveau marché, indique Gilbert Garrel, secrétaire général de la CGT cheminots devant un public attentif. Et le syndicaliste de



mettre en garde contre les « modèles » anglais, où le transport privatisé ne coûte pas moins cher et ne transporte pas plus de voyageurs, mais auquel l'État a dû verser des milliards pour mettre le réseau à niveau. « En Suède, pays "pionnier" de la privatisation, l'État envisage même de renationaliser les chemins de fer », poursuit Gilbert Garrel. « Si des lignes sont aujourd'hui peu attractives, c'est parce qu'on organise la désaffection en supprimant des voitures, en désorganisant les correspondances, observe Didier Le Reste, de Convergence nationale rail. Il faut sortir le service public des griffes des marchés, l'adapter, ce n'est pas une statue figée, comme on l'a vu avec le succès du nouveau du TER. Mais cela demande du volontarisme politique. »

SÉBASTIEN CRÉPEL



ILS ONT DIT

Travailler ensemble

Pierre Larrouturou
Nouvelle Donne

« Ce rassemblement ne témoigne pas seulement d'une volonté de résister contre la casse des services publics, mais aussi de la volonté de travailler ensemble pour monter qu'une alternative existe. »

« Nous sommes une force politique et sociale »

Olivier Dartigolles
Porte-parole du PCF

« Nous ne sommes pas là une force de témoignage. Nous sommes une force politique et sociale qui cherche un jour à traduire ce que

nous portons dans des politiques publiques. C'est très important de le dire : "Ce pour quoi nous nous battons, nous pouvons le mettre en œuvre." »

L'heure est à la reconquête

Christian Nguyen
Organisateur

du rendez-vous de Guéret

« Tout ce qu'on avait dénoncé en 2005, on le vit aujourd'hui à la puissance mille. Mais l'esprit de la manifestation n'est pas de se lamenter mais d'entamer la reconquête. Le service public est un moyen de préserver les gens de la crise, il dépasse la question

locale : il peut être le socle pour une relance de la question européenne autour d'une autre gestion des ressources naturelles. »

Podemos, An I

Alberto Serrano
Représentant

de Podemos (Espagne)

« Le pays est épuisé par sept ans de coupes claires dans les budgets sociaux et de politique austéritaire. A Madrid, Barcelone, Valence, Saragosse, Cadix ou Saint-Jacques-de-Compostelle, la classe politique ancienne a été mise dehors. C'est le début de la réappropriation de leur État par les citoyens. Un gouvernement

de Podemos montrera, avec le gouvernement grec, qu'il y a une alternative à la destruction de l'État social. »

« La Poste, en Isère, on y tient! »

François Auguste
Conseiller régional Front

de gauche Rhône-Alpes

« Là où il y a des fermetures de bureaux en Isère, il y a des rassemblements tels que la direction de La Poste se demande ce qu'il se passe. Elle se heurte à une exigence forte des maires, leur attachement indéfectible au service public. La solution, c'est l'emploi, la formation des agents et

le financement qui ne doit pas reposer sur les collectivités locales. »

L'eau vive de la démocratie

Jean-Claude Oliva,
Directeur de la Coordination

Eau-Île-de-France

« L'eau, c'est le bien commun par excellence. Le mouvement autour de l'eau pose aussi la question de la démocratie. Chaque fois, ce mouvement s'appuie sur des consultations, des référendums où la population peut s'exprimer. Et elle s'exprime d'une façon massive pour les services publics. »

L'événement

RÉFORME TERRITORIALE

« À attaque globale, résistance globale! »

Contre la dévitalisation des territoires et la marchandisation des services publics, citoyens, salariés, élus et syndicalistes ont eu un débat tonique.

Envoiyé spécial.

« La logique est la même entre la réforme territoriale et l'attaque contre les services publics. Plutôt que de garantir l'égalité des droits et l'accès pour tous, on réduit, on éloigne, on ferme. Un coup les maternités, un coup la poste, un coup la gare, un coup l'école... Il s'agit d'une attaque globale qui doit être combattue par une résistance globale! » s'indigne Michel Antony, l'un des fondateurs de la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité. Après des années de dévitalisation des services publics, c'est au tour des communes et des départements d'être menacés par la réforme territoriale. Et c'est bien parce que territoires, démocratie locale et services publics ne font qu'un, et que tous sont les cibles d'un même programme libéral, qu'agents, citoyens, syndicalistes et élus ont fait salle comble pour un débat en mairie de Guéret.

« Nous sommes face à une attaque radicale contre les valeurs républicaines. La logique est de tout soumettre aux marchés privés, de tout mettre en concurrence... »

JEAN-JACQUES PARIS,
EX-CONSEILLER GÉNÉRAL
PCF DE BÈGLES (GIRONDE)

« Nous sommes face à une attaque radicale contre les valeurs républicaines. La logique est de tout soumettre aux marchés privés, de tout mettre en concurrence. Cette réforme porte en elle l'inégalité. Elle place le commerce de tout contre ce qui fait l'intérêt général », accuse Jean-Jacques Paris, ex-conseiller général PCF de Bègles (Gironde), impliqué dans l'Association nationale des élus communistes et répu-

blicains (Anecr). « Les métropoles vont aspirer les ressources, les services et toutes les décisions », mesure Vanik Berberian, président de l'Association des maires ruraux de France et élu Modem. « C'est bien les élus de toutes les couleurs politiques qui se mobilisent sur leur circonscription quand leur gare, leur hôpital, ou leur école est menacée de fermeture, mais quand on regarde qui a voté contre la loi Notre au Sénat, il n'y a qu'un seul groupe ! Le groupe communiste et républicain ! » tient à rappeler, dans la salle, un citoyen venu assister au débat.

Face à cette casse organisée qui, pour les collectivités locales, passe aussi par une suppression destructrice de 28 milliards d'euros de dotations de 2014 à 2017, se pose bien sûr la question de l'avenir des agents salariés par les villes et les services publics. Pierre Larrourou, fondateur de Nouvelle Donne, tance un gouvernement qui s'attaque aux deux, et pas seulement en zones rurales : « Cela fait quarante ans que l'on tire, et là on arrive à l'os. Regardez comment ils sont en train de tout foutre en l'air à l'AP-HP (hôpitaux parisiens) ! »

Évelyne Ngo, de Solidaires, Bernadette Groison, secrétaire générale FSU, et Christophe Delecourt, CGT-UGFF, ont appelé à construire autour des besoins des territoires et rappelé que la fonction publique représente 20 % des emplois en France. •

AURÉLIEN SOUCHEYRE

ILS ONT DIT

L'austérité partout

Jean-Marc Canon
UGFF-CGT

« L'UGFF lutte aux côtés des salariés, des personnels qui sont sacrifiés par la politique d'austérité qui nie l'intérêt général. Il y a une complémentarité totale avec les citoyens, avec les forces qui portent la volonté de mettre en œuvre d'autres services publics. »

Et la qualité de vie ?!

Daniel Dexet
Ex-conseiller général PCF de Guéret-Nord

« Guéret, c'est le symbole de cette France dont on ne parle

pas et qui subit la loi du libéralisme financier appliquée - c'est le comble ! - par un gouvernement de gauche. Cette manifestation est un cri de colère. La qualité des services publics est inséparable de la qualité de vie. »

Les vieilles lunes libérales

Éric Coquerel

Coordinateur général du Parti de gauche

« La logique libérale nous dit depuis les années 1980 qu'elle peut mieux faire que la logique publique. On voit bien que ce n'est pas le cas. C'est pourquoi il faut mettre ces vieilles lunes

PROPOS RECUEILLIS PAR S. C., K. J. ET A. S.



Ana Azaria
Présidente de
Femmes Égalité

« Quand les services publics se détériorent, les inégalités se creusent, la pauvreté avance : c'est encore plus vrai dans le cas des femmes. Elles se trouvent pénalisées comme travailleuses des services publics et comme usagères. Les femmes sont majoritaires dans les personnels des secteurs de la santé, de l'éducation, de la petite enfance, de la culture, de l'action sociale, surtout dans les petites catégories comme les agents d'entretien, de cantine, etc. Ce sont dans ces catégories que dominent les temps partiels, les emplois précaires et les bas salaires. Ce sont les premières victimes d'austérité. Du côté des usagères, le secteur plus emblématique est la santé, avec la fermeture de centres IVG et de maternités, mais cela va plus loin : la santé de la famille repose aujourd'hui encore majoritairement sur les femmes, et la détérioration des services les fait courir et s'épuiser davantage. Qui a le plus à gagner de l'existence de biens communs qui échappent à la loi du marché : ce sont les femmes, car la loi du marché écrase systématiquement les plus dominés. » •

PROPOS RECUEILLIS PAR S. C.

« Le traité transatlantique vise à anéantir tout contrôle public »



Jean-Marie Bonnet,
Attac 37.

« Le grand marché transatlantique entre l'Europe et les États-Unis, négocié en secret dans le plus pur déni démocratique, cherche à rendre roi le commerce et considère que les Codes du travail et les réglementations environnementales s'opposent aux profits privés. Il prévoit donc de tous les supprimer. En cas de gains plus faibles que ceux estimés, les groupes privés auront même le droit d'attaquer en justice, devant des tribunaux arbitraux, tous les échelons institutionnels à leurs yeux responsables des pertes. Cela peut être un géant du tabac contre un État qui légifère en matière de santé, mais aussi une commune pour les cantines scolaires... L'idée qui règne est d'anéantir tout contrôle public. Au final, le Tafta vise un monde sans aucun service public, mais avec des services marchands, dans lequel toutes les collectivités seront soumises aux désirs du marché mondial. Ce qui primera ne sera pas l'intérêt des citoyens mais celui des actionnaires... » •

PROPOS RECUEILLIS PAR A. S.

« Il n'y aura pas d'alternative sans reconquête des services publics... »



Bernard Defaix
Ancien
président
et fondateur de
la Convergence
nationale des
services publics

« Le changement n'a pas eu lieu en 2012. Depuis dix ans, la logique libérale s'est poursuivie, prenant la dette publique pour prétexte en continuant ce qui avait été entamé avec la révision générale des politiques publiques (RGPP) de Sarkozy. Dans la Creuse, on va devant de graves problèmes de logement, de présence postale, de dessertes ferroviaires... Et la réforme territoriale va encore éloigner les citoyens des lieux de décision. La Creuse verra ce qui la concerne se décider à Bordeaux. Et Limoges pourrait perdre son rectorat, ce qui crée une forte émotion. Il n'y aura pas d'alternative sans reconquête des services publics, garants de l'égalité mais aussi de la proximité et de l'efficacité économique et écologique. Il faut une convergence collective qui doit faire des services publics le socle commun d'un nouveau projet de société. Des services publics démocratisés, où l'utilisateur citoyen n'est pas traité en consommateur. » •

PROPOS RECUEILLIS PAR S. C.